

Le maître de notre destin socioéconomique a **des solutions** pour soulager notre portefeuille. Son second objectif: mettre la gauche sur la touche.

Didier Reynders

“Comment je vais sauver le pouvoir d'achat”

C'est son credo depuis la mise en place du gouvernement provisoire Verhofstadt III, au pouvoir jusqu'au 23 mars: Didier Reynders veut avant tout relever le pouvoir d'achat des Belges mis à mal par la hausse des prix de l'énergie et des biens de première nécessité. En tant que “premier vice-Premier ministre” (titre de gloriole obtenu en négociation avec Verhofstadt) en charge des Finances, le président du MR prépare un train de mesures dont les effets seront palpables dans notre quotidien de consommateur. Quand? Très rapidement - c'est le cas du fonds mazout - ou au fil des prochains mois, dès que sera installé le gouvernement définitif. Un gouvernement Leterme I^{er} dont Reynders est chargé de tracer le programme socioéconomique.

Bien que l'Etat belge soit confronté pour la première fois en huit ans à un déficit budgétaire et que Verhofstadt ait annoncé une marge de manœuvre quasi nulle, le numéro 1 francophone compte décrocher un budget de 300 à 500 millions d'euros pour financer ses mesures essentiellement orientées vers la baisse de l'impôt sur le travail, la hausse des allocations sociales et des



coups de pouce ponctuels liés à l'énergie. Et pour la suite? Dans son programme socioéconomique auquel il s'attellera en février, il compte “diminuer les charges sur les entreprises pour créer de l'emploi et encourager les entreprises et les particuliers à investir dans l'économie d'énergie”.

La baisse du pouvoir d'achat n'est-elle pas de la faute du monde politique qui a mis six mois à sortir de la crise fédérale?
DIDIER REYNDERS. - Les Belges ne sont pas les seuls Européens à être confrontés à ce problème. Regardez Nicolas Sarkozy: mis à part sa vie privée, il est très sollicité à propos du pouvoir d'achat. L'Europe est en proie à une inflation plus importante que par le passé. Heureusement que nous avons un euro fort. Quant à la crise politique belge, elle n'a pas eu les répercussions que l'on craignait. Les mesures prévues dans le budget 2007 (certaines baisses d'impôts, majorations d'allocations sociales) ont été exécutées. Et puis, nous avons un mécanisme automatique d'indexation annuelle des salaires. Oui, chaque Belge devra déboursier 700 à 900 € de plus cette année.

Mais l'index va leur offrir un millier d'euros. Restent toutes les mesures qu'on peut faire en plus pour améliorer le pouvoir d'achat (voir encadré).

N'est-il pas indispensable et urgent de réguler certains prix comme celui du pain?

D.R. - Et tant qu'on y est, pourquoi ne pas instaurer un rationnement comme à l'époque soviétique? Non, contrôler les prix ne me semble pas une bonne solution. Tout au plus peut-on suivre leur évolution et vérifier qu'il n'y ait pas d'abus. La libre concurrence reste la meilleure voie. Pour répondre à la hausse des produits de première nécessité et de l'énergie, je préfère redresser le pouvoir d'achat. Ce sera alors aux gens de choisir comment dépenser leur argent. Prendre des mesures publiques visant certains produits, ça m'inquiète. Le cours des céréales n'est pas fixé en Belgique. Bloquer leur prix ferait disparaître petit à petit nos boulan-

gers et nos meuniers. Moi, je préfère les aider à développer leurs activités. J'ai lu qu'un nouveau ministre du Développement durable (*le socialiste Paul Magnette - NDLR*) voudrait contrôler les prix de l'énergie. Quel producteur voudrait encore nous vendre du pétrole dans ces conditions? Ça, ce sont des mesures qu'on prenait dans les années 70 au moment du choc pétrolier. Aujourd'hui, le prix du baril a nettement moins d'impact sur notre économie.

Le logement pèse lui aussi sur le budget des ménages. Pourquoi refusez-vous la régulation des loyers (imposer des loyers maximaux aux propriétaires, selon la qualité réelle du logement)?

D.R. - A nouveau, il est faux de penser qu'un règlement collectif arrangerait la situation. Il suffit de voir le logement social en Wallonie. Il a été sous la maîtrise totale des pouvoirs publics pendant des dizaines d'années. En le collectivisant et en regroupant des locataires de plus en plus pauvres, on a débouché sur une catastrophe. Ces habitations se sont →

“Contrôler les prix ne me semble pas une bonne solution.”

LES REMEDES DU DOCTEUR MR

Voici ce que Didier Reynders veut instaurer pour doper notre pouvoir d'achat. Prises à part, ces mesures ressemblent à des gouttes d'eau. “Mais, prédit le premier vice-Premier, en les additionnant, vous verrez un verre, puis une bouteille et, au final, une baignoire qui, à un moment, semblera peut-être trop petite.”

MINIMUM IMPOSABLE

Aujourd'hui, le contribuable est exonéré d'impôt sur ses 6.000 premiers € de revenus bruts. A moyen terme, le ministre des Finances vise les 7.500 €. Dans un futur plus proche, il compte relever ce plafond par paliers et arriver rapidement à un niveau de 6.300 à 6.500 €. Les personnes percevant un revenu moyen (1.500 à 2.000 € net par mois) devraient ainsi voir leurs impôts allégés de 100 € par an. Une somme qui filera dans leur poche en une fois, via une diminution du précompte sur un seul mois. Pour les bas revenus (jusque 13.000 € de revenus bruts annuels, majorés de

2.500 € par enfant à charge), la mesure permettra de lutter contre le piège à l'emploi: il sera plus intéressant de travailler que de chômer.

FRAIS FORFAITAIRES

En voyant passer leurs frais professionnels forfaitaires à un taux de 27,2 % (contre 25 % antérieurement), les salariés et les indépendants devraient bénéficier de 50 € de réduction d'impôts.

PENSIONS

Reynders veut davantage lier les pensions au bien-être sans encore avancer de chiffres d'augmentation. Le vice-Premier libéral veut aussi réduire davantage l'écart entre les pensions d'indépendants et de salariés.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Aujourd'hui, pour un premier enfant, un indépendant reçoit 60 € par mois, contre 78 pour un salarié. Sabine Laruelle, ministre MR en charge des Indépendants, veut octroyer à ceux-ci 10 € de plus par mois. La mesure pourrait entrer en vigueur en avril ou en mai.

FONDS MAZOUT

Doublé par le fédéral (30 millions €), le Fonds mazout se montre plus généreux cette année. Pour une consommation annuelle de 1.500 litres de carburant de chauffage, l'intervention s'élève

désormais à 210 € pour les personnes gagnant moins de 13.512 euros brut par an et à 105 euros pour les salaires de 13.512 à 22.872 euros brut annuels. La mesure, appuyée par Reynders et prise vendredi dernier par le ministre Christian Dupont, a un effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Pour économiser drastiquement l'énergie, il faut investir dans l'isolation, les chaudières modernes à haut rendement, voire les panneaux solaires. Coût: de 3.000 à 10.000 €. Jusqu'à présent, les pouvoirs publics encouragent ces investissements par des réductions d'impôts et des primes. Conscient que ces aides prennent du temps à tomber dans la poche, Didier Reynders planche sur une solution de préfinancement.

CARBURANTS ROUTIERS

Didier Reynders avoue: “Nous n'avons plus les moyens de réduire les accises sur le diesel. Il y a encore une toute petite marge sur l'essence: un centime le litre. Mais cela n'aura pas beaucoup d'impact”. Le ministre MR préfère encourager l'achat de véhicules plus sobres. “Nous avons décidé d'accorder des réductions immédiates à l'achat et non plus sous forme de réductions d'impôts qui ne viennent soulager le portefeuille que l'année suivante. Cela peut aller de 3 à 15 % sur le prix du véhicule.”

→ complètement dégradées au point que plus personne ne veut s'y installer; ce qui a mis davantage de pression financière sur le reste du parc immobilier. On a perdu l'objectif premier du logement social: aider les gens à devenir propriétaires et donc les encourager à prendre soin du bien. Au lieu de réguler les loyers, mieux vaut aider les locataires et les propriétaires à investir pour améliorer leur logement. J'ajoute qu'après avoir connu un pic, les prix de l'immobilier, même dans les grandes villes, sont en train de chuter en raison de la baisse du pouvoir d'achat.

→ Comment comptez-vous rassurer les investisseurs étrangers refroidis par les six derniers mois de crise?

D.R. - Refroidis? Je ne nie pas le problème d'image posé par la crise. Mais en 2007, on n'a jamais autant investi en Belgique. Et en 2006, en valeur absolue, nous étions le quatrième pays d'investissement au monde. Mieux que la Chine! C'est le résultat des dispositions que nous avons prises avec Guy Verhofstadt. Je songe au mécanisme, unique au monde, d'intérêts notionnels: en Belgique, si on investit des fonds propres dans une entreprise, on bénéficie des mêmes avantages offerts par l'emprunt. Quant à 2008, je reste prudent mais confiant vu que nous avons arrêté le compteur de la crise grâce à la mise en place du gouvernement provisoire.

→ Le budget de l'Etat est en déficit. Le PS vous accuse de ne pas suffisamment alimenter les recettes publiques.

D.R. - On n'a jamais fait entrer autant d'argent dans les caisses de l'Etat. En 2007, par rapport à 2006, on a engrangé 5 milliards d'euros en plus. Qu'un président de parti socialiste veuille augmenter les impôts, c'est logique: la rage taxatoire n'a jamais fait peur au PS. La Belgique est le troisième pays au monde en matière de pression fiscale. Elio Di Rupo vise peut-être la médaille d'or. Moi, j'estime qu'il faut alléger la fiscalité sur le travail pour créer de l'emploi et donc des recettes supplémentaires pour l'Etat sous forme de cotisations sociales et d'impôts. Quant à la lutte contre la fraude fiscale, nous n'avons jamais été aussi efficaces. Nous allons continuer l'effort. Je vais proposer la création d'une agence de coordination des luttes contre la fraude fiscale et sociale. Je me réjouis que les socialistes veuillent nous aider, vu qu'ils sont en train eux-mêmes de faire du ménage dans leurs rangs, suite aux abus qui ont touché notamment les logements sociaux.

→ Au lendemain des élections fédérales, vous vous réjouissiez d'avoir fait bou-



DES COMIQUES TROUPIERS A LA RTBF?

Didier Reynders ne porte pas la RTBF dans son cœur. Ainsi le président du MR (dans l'opposition à la Communauté française, laquelle exerce une tutelle sur le boulevard Reyers) l'a surnommée "la télé socialiste. Regardez le logo de La Une: il est rouge". Et, à la suite de la diffusion du docu-fiction *Bye-bye Belgium*, le MR fut le parti le plus zélé à obtenir des sanctions à l'encontre des responsables de la chaîne publique.

Dernier épisode en date: le 4 janvier dernier, Didier Reynders et Yves Leterme tiennent la première conférence de presse du gouvernement provisoire. Elle porte sur le (triste) budget fédéral 2007. Le soir même, le JT de la RTBF diffuse un reportage à ce propos. Le journaliste, Christophe Deborsu, accroche son sujet en pointant la complicité que semblent entretenir les deux ministres. On y voit Reynders et Leterme s'échanger des sourires au ralenti, entourés de cœurs et sur la musique de *La Boum*. Cette mise en image n'est pas du goût du ministre des Finances: "Ce n'est pas parce que je souris à quelqu'un qu'il devient un ami. Yves Leterme est mon

troisième collègue du budget en 9 ans. J'essaie de travailler avec lui dans les meilleures conditions, même si nous sommes en désaccord profond sur toute une série de sujets. Ne retenir que nos sourires ne donne pas une image de la réalité".

Didier Reynders va plus loin: "Quand Christophe Deborsu et Baudouin Remy sont présents à une conférence de presse, on sait qu'il y a des comiques troupiers dans la salle. La meilleure preuve, c'est que Remy en fait une revue de fin d'année sur scène (Sois belge et tais-toi! - NDLR). Confondre revue comique et information, ça me trouble. Cela ne fait en tout cas pas remonter l'information à la RTBF dans mon estime".

Yves Thiran, directeur de l'Information et de l'Ethique à la RTBF, juge que les deux journalistes n'ont rien à se reprocher. "Christophe Deborsu a utilisé une accroche humoristique pour pousser le public à s'intéresser à un sujet politique a priori rébarbatif. Lui et son collègue, Baudouin Remy, font preuve d'audace et d'excellence, deux valeurs encouragées par la RTBF."

Complices, les vice-Premiers Leterme et Reynders? Juste collègues, répond le second.

ger le centre de gravité politique en Communauté française. Mais aujourd'hui, le PS est à nouveau à vos côtés au fédéral...

D.R. - La composition du gouvernement actuel a été une obligation et non pas un choix pour les libéraux. Même si nous avons gagné les élections, nous avons été confrontés à un fait: la victoire du cartel CD&V/N-VA en Flandre et la formation d'un cartel PS-cdH du côté francophone. Fin décembre, nous nous sommes rendu compte qu'il était impossible de former un gouvernement l'un sans l'autre. Ce qui m'a heurté, c'est d'entendre certains ministres wallons (PS et cdH) dire: "Oui, il y a eu des élections mais ce n'est pas très important". C'est dramatique comme conception de la démocratie.

→ Votre expression "cartel PS-cdH", c'est du second degré?

D.R. - Non, c'est un constat. Le CD&V et la N-VA ont eu le courage d'annoncer leur cartel avant les élections et d'établir des listes communes. Le PS et le cdH, eux, ont fait croire qu'ils restaient bien distincts l'un de l'autre. Il est pourtant évident qu'ils ont passé un accord préélectoral. Nous le savions bien avant le 10 juin. Nous l'avons constaté quand les présidents du PS et du cdH ont refusé tout débat électoral avec moi, président du MR. Ensuite, comme l'a dit Jean-Luc De-

haene en juillet lors de sa mission de médiateur, certains partis n'ont pas digéré leur défaite électorale. Je pense que le PS et le cdH sont toujours dans cette posture aujourd'hui. Ce qui ne les a pas empêchés de vouloir rester ensemble au gouvernement. Aujourd'hui, ils sont dans l'incapacité de prendre des décisions autonomes.

→ Qu'en tirez-vous comme conclusion?

D.R. - L'enjeu des élections régionales de 2009 sera très important. Il y aura clairement un axe PS-cdH. En tant que représentant de la plus grande formation politique du pays, je veux faire passer l'idée qu'il faut changer de recette à Bruxelles et en Wallonie. Les deux régions ont besoin de bien plus de réformes que la Flandre. Il faut une autre gouvernance, arrêter le clientélisme et la mauvaise gestion. Et changer cette idée entretenue par les socialistes que l'Etat doit tout organiser, réguler, dominer, cadenasser. On voit bien que cela n'a pas fonctionné. Une étude de la KBC et du Bureau du plan indique que, de 2000 à 2005, la Wallonie a connu une plus forte croissance que la Flandre. A partir de 2006, la ten-

dance s'est inversée. Ce n'est certes pas dû uniquement au fait que le MR était au gouvernement wallon de 1999 à 2004. Mais avouez qu'un tel renversement de tendance au moment de changer de majorité est étonnant.

→ Au niveau communautaire, ne vous êtes-vous pas montré trop souple envers la Flandre, alors que le cdH est resté ferme?

D.R. - J'ai toujours été ouvert au dialogue avec le Nord; ce qui ne signifie pas que je lui ai lâché du lest. Par contre, ce que j'ai vécu pendant six mois avec une présidente de parti (Joëlle Milquet - NDLR), c'est le refus de discuter. On peut répliquer systématiquement "non" dès qu'un Flamand s'exprime et exiger que rien ne change. Mais, vu le succès des thèses séparatistes en Flandre, il faut en tirer des conclusions. A l'image d'un couple, si vous dites tout le temps "non" à votre partenaire, il y a un moment où l'on se sépare. La semaine dernière, le Parlement flamand s'est inquiété de ne plus trouver de base de discussion avec le Sud. Moi, je préfère débattre de ce que nous, francophones, pouvons proposer. Je souhaite que l'on se mette d'accord sur le refinancement du fédéral pour assurer les pensions, la sécurité, etc. Je voudrais aussi la garantie d'avoir une circonscription fédérale unique pour éviter que les candidats aux élections ne s'adressent qu'à une seule communauté.

→ A vous entendre, le front francophone n'existe plus.

D.R. - Je n'ai jamais participé à un "front". Je n'aime pas la logique de la guerre et de refus. Une concertation francophone pour définir nos souhaits de façon positive ne nous empêchera pas de critiquer les demandes flamandes. Mais si c'est pour sans cesse répéter "non", autant ne plus discuter. Philippe Moureaux a exposé des pistes de réflexion communautaire. Le cdH les a

balayées d'un revers de la manche, tout comme les propositions de Guy Verhofstadt à qui on ne peut quand même pas reprocher d'être flamand.

→ Olivier Maingain, président du FDF et vous, président du MR, vous semblez ne plus être sur la même longueur d'ondes.

D.R. - Pas du tout. Le MR, dans toutes ses composantes, est ouvert à toutes les opinions et les propositions fortes. Tout comme Olivier, je suis ouvert à un vrai débat sur les dimensions de la Région bruxelloise, sur des transferts de compétences et des modifications de fonctionnement dans l'Etat fédéral. Cela dit, nous n'utilisons pas toujours le même vocabulaire.

Julien Bosseler

“ Bruxelles et la Wallonie ont besoin de bien plus de réformes que la Flandre. ”